

## ENTRETIEN AVEC GHASSAN SALAME

DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS A PARIS

REALISE PAR FARIDA DRISSI (MOHA)

# USA-IRAK:

# Les raisons d'un acharnement

*La condamnation récente par la justice irakienne à huit années de prison des deux ressortissants américains accusés d'avoir franchi illégalement la frontière irakienne illustre le bras de fer que se livrent les deux pays. L'Irak qui est soumis depuis la guerre du Golfe à un embargo implacable, «véritable génocide qui a fait plus de 500.000 victimes» selon l'ancien ministre français de la Défense Jean Pierre Chevènement est une pièce maîtresse de la stratégie américaine. Le dossier irakien est en fait la clef de beaucoup d'autres dossiers, et c'est en expliquant l'acharnement américain sur l'Irak que l'on peut comprendre le nouveau paysage du monde arabo-islamique. Ghassan Salamé directeur*

*de recherches au CNRS et professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris qui a dirigé et publié récemment un ouvrage collectif intitulé «Démocraties sans démocrates: politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique» paru aux éditions Fayard, nous explique les raisons de cet acharnement, de cette logique implacable et du double endiguement américain à l'égard de l'Irak et de l'Iran.*

*Un entretien passionnant réalisé avant l'invasion du Nord de l'Irak par les troupes turques, mais qui nous donne les moyens de comprendre l'évolution de toute une région en gestation*



•**AL BAYANE:** Récemment les 15 membres du Conseil de Sécurité ont décidé de reconduire l'embargo décrété contre l'Irak. Qu'y a-t-il derrière ce mot embargo?

— GHASSAN SALAMÉ: Il y a plusieurs résolutions qui ont été votées. La plus importante concerne la destruction des armes de destruction massive. Cela entraîne, impose un système d'inspection intensif pour s'assurer que l'Irak ne se dotera plus à l'avenir ni d'armes nucléaires ni d'armes chimiques, ni d'armes bactériologiques et encore moins de missiles ballistiques de moins de 150 km de portée. D'autres résolutions du Conseil concernent les droits de l'Homme, les corridors humanitaires dans la région du Kurdistan au Nord de l'Irak. Il y a également une série de sanctions relatives aux compensations que l'Irak doit payer aux pays victimes de l'invasion du Koweït. Ces résolutions donnent lieu à une série d'interprétations. Si l'on veut maintenir indéfiniment le système d'embargo contre l'Irak on peut mettre en avant, telle ou telle résolution pour montrer que ce pays n'a pas exécuté telle ou telle demande du Conseil, si au contraire on veut être plus souple on considérera le succès de la mission de la commission sur la destruction des armes de destruction massive ou la reconnaissance en novembre dernier du Koweït par l'Irak.

•**AL BAYANE:** Quelle est la portée de cet embargo au niveau économique, le pays est-il réellement asphyxié?

— GHASSAN SALAMÉ: Cet embargo laisse une petite part de production possible à l'Irak puisque cet embargo touche principalement une incapacitation de

ce pays à l'exportation de son pétrole. Dans cet arsenal de sanctions une petite brèche a été ouverte mais celle-ci n'a jamais été utilisée par les Irakiens. Cette résolution indique en fait, que l'argent de l'importation de ce pétrole serait encaissé par les Nations Unies qui s'occuperaient eux-mêmes de l'importation de produits alimentaires et médicaux qui sont loin de couvrir les besoins de la population, puisqu'il ne s'agit que d'un milliard et demi de dollars. Les autorités irakiennes ont considéré cette résolution comme une atteinte à leurs compétences nationales et à la souveraineté de leur pays. Ils ont refusé d'utiliser cette voie et ont opté pour une autre à savoir la levée progressive de l'ensemble des sanctions.

Le système mis en place permet de violer une partie de l'embargo avec la connivence de pays comme la Turquie, l'Iran dont le passage permet d'exporter le pétrole, le Pakistan et l'Afghanistan qui consomment ce pétrole et la Jordanie qui importe chaque jour 50.000 tonnes de barils de pétrole irakien. Pour ce dernier cas, il ne s'agit pas de violation puisque cela a été autorisé par le système des Nations Unies.

•**AL BAYANE:** Comment peut-on expliquer cet acharnement contre l'Irak qui depuis la fin de la guerre du Golfe a fait montre d'une bonne volonté pour réintégrer la communauté internationale?

— GHASSAN SALAMÉ: C'est là une question centrale. Il y a beaucoup d'explications à cette attitude, même si les arguments avancés ne m'ont jamais convaincus. L'Irak devait reconnaître le Koweït, c'est chose faite, d'une manière indéniable et pourtant les sanctions

ont été maintenues. On disait que les Irakiens cachaient des documents relatifs à des programmes en matière de destruction des armes: depuis 1992 les rapports de Rolf Eyskens soulignent la bonne volonté de collaboration de l'Irak; on a vu des films et des films d'usines détruites de missiles cassés... L'Irak a des voisins instables, il est en droit de se défendre et donc d'avoir dans une certaine limite des moyens de défense; or tous ses moyens de défense ont été détruits. Que n'a-t-on fait cela pour tous les pays qui violent les résolutions internationales depuis Israël jusqu'à la Serbie? Pour l'Irak on a l'impression qu'il faut une exécution parfaite, totale des résolutions ce qui personnellement ne me convainc pas.

•**AL BAYANE:** Il y a peut être ce qui paraît être pour certains stratèges un enjeu décisif de compétition entre les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et qui est la main mise sur les immenses réserves pétrolières de l'Irak. La question du pétrole et du marché pétrolier n'éclaire-t-elle pas cette logique d'affrontement?

— GHASSAN SALAMÉ: Oui, on dit qu'il ne faut pas toucher au marché pétrolier qui est vers la baisse. Saoudiens et koweïtiens ont mis la main sur ce qui était jusqu'ici le quota irakien c'est-à-dire 3,5 millions de barils jour que l'Irak ne peut aujourd'hui produire et encore moins exporter. C'est une manière de compenser ces pays des troubles que Saddam Hussein leur a occasionné. Les Saoudiens font face actuellement à un déficit très lourd et si l'on leur enlevait le quota autrefois réservé à l'Irak, ce serait sans doute la faillite... Certains analystes avancent la baisse actuelle des prix du pétrole

et si en plus, disent-ils on met la production irakienne sur le marché les prix s'effondreraient purement et simplement. Ce sont les arguments que l'on avance, mais honnêtement ces arguments ne me satisfont pas.

---

## USA-IRAK: LES RAISONS D'UN ACHARNEMENT

---

•**AL BAYANE:** Reprenons les données de base de cet acharnement contre l'Irak. Parmi les 15 membres du Conseil de Sécurité qui ont voté l'embargo, certains étaient réticents...

— GHASSAN SALAMÉ: Aujourd'hui, il y a un pays, peut être deux, qui veulent un maintien des sanctions contre l'Irak. Ce sont les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne même si des nuances se sont introduites dans le discours britannique. Le maintien des sanctions contre l'Irak fait l'objet d'un consensus unanime si l'on peut dire aux Etats-Unis. Ces derniers sont aujourd'hui minoritaires au sein du Conseil de Sécurité et ils ont même menacé d'appliquer l'usage du veto, menace que l'on ne brandit que lorsque l'on est en situation de faiblesse. Le renouvellement des sanctions s'est fait, mais je ne suis pas sûr que cela sera le cas en mai ou en juillet.

•**AL BAYANE:** Question centrale, pourquoi cet acharnement américain contre l'Irak alors même que l'Irak semblait être l'allié de Washington dans la guerre contre l'Iran?

— GHASSAN SALAMÉ: Je ne suis pas sûr que Bag-



dad ait été l'allié des Etats-Unis dans cette guerre, l'Irak a toujours entretenu des relations d'une certaine nature avec les grandes puissances et cela ne me semble pas relever d'un chapitre que l'on appellerait alliance.

Revenons à cette question fondamentale pour quoi les Etats-Unis veulent-ils maintenir les sanctions contre l'Irak? A mon avis il y aurait trois éléments de réponse que l'on ne peut pas mettre sur la place publique. Une levée des sanctions contre l'Irak ne va pas transformer ce pays en un vautour qui va attaquer ses voisins mais cela lui permettrait de retrouver une autorité centrale au Kurdistan. La situation au Kurdistan est anarchique, lamentable: les forces kurdes s'entretuent sauvagement, se font la guerre depuis plusieurs mois et cela pourrait faire tâche d'huile en Syrie, en Iran et surtout en Turquie. Si l'autorité centrale irakienne était rétablie dans la région, Saddam Hussein marquerait un point dans ces relations avec ses voisins. Les Américains ne sont pas disposés à accepter cela même s'ils ont très peu d'illusions sur l'autonomie kurde et un succès de l'Irak sur cette question renforcerait Saddam Hussein, ce qu'il ne sont pas prêts à accepter. La deuxième raison de cet acharnement américain contre l'Irak trouve son fondement dans la question du Moyen Orient. Les Américains sont engagés dans une gestion très rapprochée, exclusive, jalouse du processus de paix israélo-arabe et ils pensent que si l'Irak se fortifiait, il pourrait redevenir un pôle de contestation de ce processus de paix. Les Irakiens, selon les Américains pourraient faire des pressions sur la Syrie afin qu'elle n'accélère

pas les négociations avec Israël. Du point de vue des intérêts américains, je ne suis pas sûr que cela soit de l'intérêt des autres parties; l'Irak doit être mise sous embargo afin de ne pas constituer une alternative arabe.

•AL BAYANE: Dans cette réorganisation du Proche et Moyen Orient par les Etats-Unis, peut-on retrouver le fil d'Ariane, peut-on au-delà d'une actualité ponctuelle démêler l'écheveau?

— GHASSAN SALAMÉ: Il me semble que les Américains préparent une politique d'isolement et d'ostracisme à l'égard de l'Irak. Il n'est pas impossible que dans les mois ou les années qui viennent qu'il y ait des formes d'interventions militaires américaines ou israéliennes ou combinées contre l'Irak. Il y a une série d'indices qui vont dans ce sens et les Américains font des pressions très fortes sur les pays européens et le Japon pour participer à cette politique d'isolement de l'Irak. Il y a une volonté de faire monter les enchères. Les Américains sont très actifs en Asie-Centrale pour interdire à des pays comme l'Azerbaïdjan ou au Turkménistan de faire passer le nouveau pipe line à travers l'Irak. Ils font également pression pour arrêter le processus nucléaire iranien, ils font pression sur la Russie pour stopper la vente d'armes à l'Irak... A l'égard de l'Irak il y a tout un arsenal de pressions sanctions qui n'annoncent rien de positif dans les relations entre Washington et Téhéran.

•AL BAYANE: Pourquoi l'Irak après avoir été le gendarme régional est-il devenu le point de mire américain?

— GHASSAN SALAMÉ: L'Irak est accusé par les

Israéliens et les Américains d'être le principal obstacle au processus de paix, d'être la Mecque de tous les terroristes. Les Américains me semble-t-il, préféreraient aller au bout de cette logique d'ostracisme à l'égard de l'Irak, tant que l'Irak est neutralisé, plutôt que de libérer l'Irak des sanctions et de prendre le risque d'une éventuelle collaboration irano-irakienne. Ce sont là des interprétations personnelles et l'on n'évoquera jamais à Washington ou ailleurs ces raisons. On parlera de telle clause et du paragraphe X de telle ou telle résolution qui n'est pas respecté par l'Irak, mais cela ne passe pas, car pourquoi faut-il que seul l'Irak exécute ces résolutions?

•AL BAYANE: Dans son dernier ouvrage «des plus passionnant «Le Vert et le Noir» paru aux éditions Grasset, Jean Pierre Chevènement l'ancien ministre français de la Défense qui avait démissionné lors de la guerre du Golfe écrit que cette dernière a ouvert «un boulevard à l'intégrisme». Etes-vous d'accord sur ce point de vue?

— GHASSAN SALAMÉ: Il n'a pas tort, mais les vanes de l'intégrisme sont ouvertes depuis bien longtemps en Egypte ou en Iran en 1979 avec la révolution de Khomeïny. La guerre du Golfe a cassé volontairement, systématiquement le pays, le seul pays qui ne soit pas une pétromonarchie conservatrice, dont l'islamiste est ritualiste plutôt que passéiste; nous avons en Irak face à l'Arabie Saoudite et à l'Iran, un projet moderniste. On pourra dire beaucoup de choses sur les méfaits du régime de Saddam Hussein, un régime excessive-

ment autoritaire, peu respectueux des droits de l'Homme.

Tout cela est véritable mais ce que l'on ne dit pas assez, c'est que l'Irak est un pays volontariste qui prend très au sérieux son orientation tiers mondiste, sa construction de l'industrie nationale, le développement de son agriculture, l'éducation de ses enfants, les droits de la femme, son extrême tolérance des autres religions, son intolérance en matière de mobilisation religieuse et de fanatisme. C'est très important dans un pays où il y a des sunnites, des chiites, des chrétiens, des eurpastris, des yazidistes... C'est un pays qui tout en ayant fait beaucoup de mal aux kurdes leur a donné une autonomie culturelle et politique plus sérieuse que celle qui existe en Turquie ou en Iran. Je ne dis pas qu'il fait bon d'être kurde en Irak mais leur situation est meilleure que dans les pays voisins. La constitution irakienne reconnaît les Kurdes alors qu'en Turquie le seul fait de prononcer ce mot était passible de la peine de mort. Jean Pierre Chevènement a raison de dire qu'en cassant un tel modèle, on prend le risque sérieux d'ouvrir le boulevard à l'intégrisme qu'il soit de telle ou telle obédience.



# LE NUCLEAIRE, LE PETROLE ET ISRAEL

•AL BAYANE: Les régimes islamiques ont la plupart du temps des positions anti-occidentales. Ce que l'on ne comprend pas c'est pourquoi les Etats-Unis ont-ils ouvert une brèche dans cette digue représentée par un régime moderniste et laïque comme l'Irak? Quel intérêt avaient-ils à ouvrir la boîte de pandore?

+ GHASSAN SALAMÉ: Je ne crois pas que les Etats-Unis calculent en ces termes. Les effets pervers de la guerre du Golfe n'étaient pas au centre de leurs préoccupations. En attaquant l'Irak, ils démontraient leur volonté de ne jamais accepter un Etat arabe qui ait une hégémonie pétrolière dans la région. Ce raisonnement est valable pour n'importe quel Etat arabe tout simplement parce que cela renforcerait la position des producteurs face aux consommateurs, ce qui est contraire aux intérêts des Etats-Unis qui sont un pays consommateur depuis une quinzaine d'années. Pour les Etats-Unis aucun pays arabe ne doit être détenteur d'armement qui peuvent de près ou de loin faire mal à Israël notamment en armes de destruction massive. Les Israéliens peuvent frapper le centre nucléaire en Irak, les Irakiens ne peuvent pas frapper Israël. L'Irak a été pénalisé parce qu'il a réussi son programme d'industrialisation et qu'il commençait à être une espèce de modèle pour ses voisins. Le risque d'ouvrir un boulevard à l'intégrisme était pris, mais le pétrole et la sécurité d'Israël sont plus importants. Les producteurs de pétrole ne doivent pas être libres dans leurs mouvements et la sécurité d'Israël ne doit pas être menacée, ce sont là les deux raisons essentielles. Aucun Etat

arabe ne doit être en situation de parité stratégique avec Israël.

•AL BAYANE: Il n'y aurait pas eu l'invasion du Koweït que cela n'aurait pas changé les données?

— GHASSAN SALAMÉ: On aurait cherché noise à l'Irak d'une manière ou d'une autre. L'exemple des pressions que l'on fait subir à la Corée du Nord est là pour nous le rappeler. L'accès à l'énergie nucléaire, toute menace contre Israël, toute centralisation de décision sur le marché pétrolier susciteront toujours une réaction violente de la part des Etats-Unis.

•AL BAYANE: Alors même que Israël n'a jamais signé le Traité de non prolifération nucléaire?

— GHASSAN SALAMÉ: C'est la contradiction la plus éclatante. Jamais la règle de deux poids et deux mesures appliquées en relations internationales n'a été aussi flagrante et aussi insupportable que sur la question nucléaire.

Dans le cadre du Moyen Orient la contradiction est totale. Les pays arabes qui ont accès ou qui commencent à avoir accès à l'arme nucléaire sont cibles d'une pression et d'une attaque directe des Etats-Unis.

Mais chaque fois que les Américains doivent se prononcer sur la non signature du traité de non prolifera-

tion par Israël, ils ne veulent pas en parler. A chaque fois qu'ils ont le choix, les Etats-Unis choisissent Israël qu'ils soient dans leurs droits ou non. Quant il s'agit de question nucléaire, cela devient insupportable.

•AL BAYANE: La vie quotidienne en Irak est également insupportable.

L'embargo écrit Jean Pierre Chevènement fait l'effet d'un génocide discret où l'on compte 500.000 victimes. Qu'en est-il exactement?

— GHASSAN SALAMÉ: Il y a des facteurs négatifs qui touchent en premier lieu la santé publique, l'hygiène publique, il y a une situation très dure en terme social. Les classes moyennes sont laminées et on assiste à des évolutions sociologiques plus graves. L'intégrisme devient un refuge et on assiste à une retribalisation de la société irakienne.

C'est un retour aux structures tribales pour tous ceux qui sont désespérés. Il y a d'un autre côté des effets positifs qui démontrent le caractère volontariste des Irakiens: les surfaces agricoles ont augmenté pendant l'embargo de 40% et assurent un minimum d'auto-suffisance alimentaire. Le système alimentaire organisé par l'Etat fonctionne bien au point où la société ne veut pas renverser le régime irakien. C'est le régime qui fait nourrir la société par un rationnement bien organisé. 127 ponts sur les 128 qui avaient été détruits ont été reconstruits ainsi qu'une dizaine d'autres. Le système électrique a été rétabli...

•AL BAYANE: Un récent colloque à Bagdad a réuni les investisseurs potentiels européens, japonais et autres et l'intérêt suscité par une telle initiative montre que l'Irak reste une «destination» des plus intéressantes?

— GHASSAN SALAMÉ: L'Irak rassemble les trois mamelles de la prospérité: une population active et éduquée, de l'eau et du pétrole évalué à 15% de

réserve mondiale. Le marché irakien est toujours alléchant pour nombre de pays.

•AL BAYANE: Pour la France en particulier qui à une position différente des Etats-Unis.

— GHASSAN SALAMÉ: Les Français, parce qu'ils ont été toujours payés rubis sur l'ongle et parce que l'Irak à une dette. Les Américains se trompent quand ils disent à qui veut les entendre, que les Français veulent lever l'embargo contre l'Irak pour des raisons mercantiles. Ce n'est pas vrai. C'est parce que la diplomatie française à une idée plus précise des risques encourus par le maintien des sanctions contre l'Irak. Pour des raisons d'équilibre stratégique, de maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak qui est un pays moderniste, la France souhaite la levée de l'embargo. Ce dont là, les vraies raisons.